

Les notes de lecture de l'Economie politique

Le « modèle japonais » revisité

Robert Boyer,
Cepremap, CNRS, EHESS.

A propos de :

Quand les sumos apprennent à danser,
de Jean-Marie Bouissou, Paris, Fayard, 2003, 635 p.

EN MATIÈRE DE SCIENCES SOCIALES, LES MODES SE SUCCÈDENT. A l'époque où les Etats-Unis redoutaient une japonisation du monde, les recherches et les essais sur le Japon se sont multipliés, chaque auteur ayant à cœur de proposer son interprétation de ce qui était considéré à l'époque comme un miracle économique. Puis la longue stagnation de l'économie japonaise au cours de la décennie perdue des années 1990 a conduit à un certain tarissement des vocations en la matière. Les analyses de fond ont cédé la place à des prises de position à l'emporte-pièce qui, semblant ignorer les vertus antérieurement prêtées au « modèle japonais », mettent en avant l'archaïsme des institutions d'une économie de samouraïs, les erreurs de politique économique de la Banque du Japon et du ministère des Finances, l'inefficacité de nombre d'entreprises japonaises, sans oublier la corruption et la piètre qualité du personnel politique.

L'ouvrage de Jean-Marie Bouissou est le bienvenu puisqu'il tranche avec cette littérature convenue. D'abord, ce connaisseur du Japon continue à s'intéresser à ce pays alors que d'autres sont tentés de déplacer leur regard vers les pays qui réussissent : les Etats-Unis, et plus encore la Chine. Ensuite et surtout, il s'attache à fournir une analyse unifiée tant de l'essor que de l'impasse de l'économie japonaise, à la lumière des enseignements que livre la dernière décennie. Enfin, l'auteur prend le temps de développer longuement son argumentation et de revisiter la riche chronologie des événements et des décisions de politique économique qui conduisent du miracle à la crise. Cette mise en perspective historique apporte beaucoup au lecteur qui ne serait pas familier avec l'économie, la société et le système politique japonais. Pour sa part, le chercheur ou le spécialiste ne manquera pas d'être stimulé par la thèse centrale de l'ouvrage.

Trois livres en un

En effet, il ne faut pas s'étonner de la longueur quelque peu inhabituelle d'un ouvrage destiné à un public plus large que celui des spécialistes, car Jean-Marie Bouissou développe trois projets différents, bien qu'interdépendants et se renforçant l'un l'autre.

Le livre fournit d'abord une chronologie détaillée des grands événements qui marquent la vie politique, façonnent l'organisation économique et la vie sociale dans l'archipel nippon. L'intérêt est de fournir un fil continu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 2000. Le lecteur qui ne connaîtrait pas l'histoire japonaise dispose de la présentation suggestive d'une histoire beaucoup plus tourmentée que ne le laisseraient croire les clichés sur la permanence d'une culture japonaise.

L'auteur, connaisseur de longue date de diverses composantes de la société japonaise (les élites politiques, nationales et régionales, la culture des *mangas*, la formation de la politique économique, le milieu des petites entreprises innovantes...), livre une mise en perspective de ses propres recherches par rapport à une vaste littérature dont la bibliographie par thème donne les entrées principales. C'est l'occasion pour Jean-Marie Bouissou de montrer les faiblesses des diverses simplifications auxquelles aboutissent trop fréquemment les analyses en termes de « modèle japonais », qui, en général, ne retiennent qu'un seul et unique facteur tant du succès que de l'échec de l'économie nipponne.

Mais le propos essentiel est plus ambitieux : construire une théorie intégratrice et systémique permettant de rendre compte simultanément de l'essor et de la crise du Japon, grâce à une caractérisation originale des interactions multiformes qu'entretiennent les sphères de la politique, de l'économie et la société civile. C'est une vision englobante et très riche que développe l'auteur tout au long de l'ouvrage. Comme les développements pourraient rebuter le lecteur non averti, Jean-Marie Bouissou s'attache à émailler son propos, et plus particulièrement les intertitres, de formules imagées et savoureuses. Le titre même donne une idée de l'humour que cherche à introduire le politologue dans des développements qui pourraient sembler arides.

La superposition ou même l'entrelacement de ces trois objectifs explique la structure de l'ouvrage, sa longueur, comme il a déjà été souligné, la diversité et parfois la complexité des raisonnements, certaines redites, mais aussi la volonté de l'auteur d'éclairer le texte par quelques bons mots ou sobriquets attribués à tel ou tel personnage politique japonais. De ce fait, alors que l'introduction et le premier chapitre précisent le cadre analytique proposé

par l'auteur, certains développements s'éloignent du projet initial pour entrer dans les méandres de la vie politique japonaise, dont Jean-Marie Bouissou est un expert.

Une chronique de quatre décennies riches de changements

Le lecteur trouve dans cet ouvrage une rétrospective chatoyante des épisodes majeurs de l'histoire japonaise, principalement depuis 1945, même si certains développements remontent à la révolution des Meiji. Alors que beaucoup d'analystes ont insisté sur la permanence et l'invariance de certains traits politiques, organisationnels ou encore culturels, l'auteur s'attache au contraire à montrer la richesse des stratégies qui impulsent une dynamique du changement, et dans certains cas les surprises que livre cette rétrospective par rapport aux clichés qui mettent en avant un Japon immuable.

On trouve ainsi des morceaux de choix dans l'ouvrage. C'est le cas pour la relation qui est faite des négociations nippo-américaines à propos de l'ouverture à la concurrence de l'économie japonaise. Jean-Marie Bouissou souligne le rôle qu'ont joué les clivages entre divers départements ministériels, puisque certains, tel le MITI (ministère de l'Industrie et du commerce extérieur), devenu ultérieurement le METI (ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie), ont utilisé la pression extérieure pour renforcer leur position au sein de l'administration, confirmant ainsi un résultat bien connu des analystes politiques : les pressions extérieures ne réussissent à affecter les lois et les réglementations domestiques que si elles trouvent des alliés à l'intérieur du pays.

Mais l'auteur ne se contente pas d'utiliser des sources bien connues, puisqu'il fait part de son expérience de terrain lorsqu'il décrit comment se mène, au Japon, une campagne électorale. Il raconte de façon savoureuse les diverses méthodes d'un candidat afin d'organiser le quadrillage de sa circonscription. Les intuitions qu'il en tire s'avèrent utiles pour avancer une hypothèse apparemment paradoxale : le clientélisme local ne serait jamais qu'une étape en vue de l'émergence de processus plus démocratiques, car il implique les membres des divers groupes sociaux, qui acquièrent ainsi une voix au chapitre. Cette vision est en complet contraste avec les analyses anglo-saxonnes, qui ne voient que le caractère hiérarchique, archaïque et corrompu des relations entre le personnel politique et les électeurs.

On retrouve la même verve à l'occasion du portrait que brosse Jean-Marie Bouissou de quelques gouverneurs atypiques qui ont marqué la politique japonaise au cours des dix dernières années. C'est le cas pour le gouverneur de Nagano, Yasuo Tanaka, qui est

présenté sous les traits d'un Serge Gainsbourg nippon et qui va mettre à l'épreuve la domination du Parti libéral démocrate (PLD) dans sa région, grâce à son impact médiatique. A l'opposé, un ancien fonctionnaire du ministère de la Santé, Shirô Asano, émerge comme un constructeur de réseaux mobilisant la société civile à partir du problème des handicapés et plus généralement des questions de santé. Pour l'auteur, c'est à la marge du système politique que ces gouverneurs font des régions le laboratoire de réformes bloquées au niveau de l'Etat central par le système des clans qui prévaut au sein du PLD. Lucide, Jean-Marie Bouissou reconnaît pourtant que l'absence de relais politique à Tokyo risque fort d'hypothéquer le potentiel de changement qu'apportent ces réformateurs locaux.

Même analyse décapante concernant le milieu des entrepreneurs nippons. Dans la lignée du titre de l'ouvrage, si les conglomérats que sont les *keiretsu* ont éprouvé quelques difficultés à s'adapter à la nouvelle donne internationale et technologique, ce n'est pas le cas de quelques entrepreneurs, jeunes sumos qui ont lancé avec succès de nouvelles entreprises dans les interstices laissés vacants par une réglementation serrée des secteurs mûrs. C'est le cas de Mika Matsuzaki, qui, après avoir vécu à l'étranger et beaucoup voyagé, lance une chaîne grâce à laquelle s'achètent et se revendent les voitures d'occasion *via* l'Internet, qui permet des taux de marge très faibles compte tenu d'une quasi-absence de stocks et d'immobilisations. Le même processus d'hybridation semble jouer pour Oki Matsumoto, *golden boy* japonais qui préfère fonder sa propre entreprise plutôt que de se faire embaucher par une entreprise japonaise... sans pour autant considérer que la globalisation signifie l'américanisation. L'auteur mentionne aussi le créateur d'une chaîne de coiffure qui va casser les coûts à travers une redéfinition du produit bien connu qu'est la coupe de cheveux, parvenant à contourner tous les obstacles élevés par la cartellisation organisée par la profession et soutenue par les pouvoirs publics.

Ainsi, au-delà de l'impression d'immobilisme que donne trop souvent une observation distante de l'archipel nippon, le Japon n'a cessé de se transformer, et la chronique de Jean-Marie Bouissou le rappelle de façon imagée. Un seul regret, que les riches annexes ne soient pas complétées par une chronologie retraçant les principaux événements dans la sphère politique, le domaine des relations internationales, l'économie et la vie en société.

Un politologue pourfendeur des clichés sur le Japon

Cette riche chronique a un autre mérite : elle permet de passer au crible beaucoup des caractérisations du « modèle japonais » qui ont fleuri dans les années 1980 et qui *ex post* se

sont révélées partielles, partiales et souvent non pertinentes lorsqu'on les confronte avec l'histoire de longue période du Japon. Qu'en juge !

L'économie japonaise a-t-elle réussi sa percée du fait du guidage administratif qu'assurait le MITI pour la politique industrielle et le ministère des Finances pour la politique financière ? Peut-être, mais ce n'est plus une caractéristique dominante du Japon contemporain. Il suffit de noter que les secteurs d'excellence de ce pays sont le plus souvent ceux à l'émergence desquels le MITI s'est le plus opposé, au premier rang desquels figurent l'industrie automobile et l'électronique. De même, il ressort qu'à partir des années 1980 c'est la communauté des banques qui inspire la politique financière, plus que le ministère des Finances n'impulse la restructuration de ce secteur en crise.

Les *yakusas*, c'est-à-dire l'univers du crime organisé, constituent-ils un phénomène exotique mais sans grande portée quant à la société et l'économie nipponnes ? Rien n'est moins sûr, à la lumière de l'analyse que propose Jean-Marie Bouissou de leur rôle dans les assemblées générales des grandes entreprises, le recouvrement des créances impayées ou encore la mise en relation des intérêts économiques et de la sphère politique. Aussi faut-il introduire le crime organisé dans une analyse du Japon, ne serait-ce que parce que, ô paradoxe, il assure une certaine sécurité à la société.

La référence à l'organisation productive associée au toyotisme suffit-elle à expliquer les performances macroéconomiques de l'économie japonaise ? Cette idée, qui a connu un grand succès en France [Coriat, 1991], mais aussi aux Etats-Unis [Womack, Jones et Roos, 1990], doit être relativisée. Non seulement la chronique des difficultés rencontrées par Nissan avant l'arrivée de Carlos Ghosn, ou encore celles de Mazda et Mitsubishi, montre que le modèle productif de Toyota était loin d'être général, conclusion vers laquelle convergent aussi les travaux du Gerpisa¹ sur l'industrie automobile mondiale [Boyer et Freyssenet, 2000]. Autre cliché mis à mal, celui d'une rigidité intrinsèque de la grande entreprise japonaise. Face à un retournement de la conjoncture ou à un durcissement de la concurrence, la permanence de la relation d'emploi n'est pas un obstacle à l'adaptation, puisqu'elle implique de nombreuses variables d'ajustement à travers la réduction des horaires, le transfert d'une branche d'activité à l'autre ou encore d'une région à une autre au sein du même *keiretsu*. Sans oublier la flexibilité qu'introduit le bonus des salariés et les diverses stratégies disponibles pour recaser les travailleurs vieillissants, par exemple chez des sous-traitants ou encore dans l'entreprise même grâce à des contrats d'activité à durée déterminée et/ou à

¹ Groupe d'étude et de recherche permanent sur l'industrie et les salariés de l'automobile, réseau international de chercheurs sur le sujet. Site Web : <http://www.gerpisa.univ-evry.fr/> [NDLR].

temps partiel [Boyer et Juillard, 1999].

Plus encore, la remarquable productivité d'un petit nombre d'entreprises industrielles a pour contrepartie un océan de secteurs et d'entreprises sous-productives qui assurent l'accès à l'emploi du plus grand nombre de Japonais. Mais au lieu d'observer une forte segmentation entre ces deux types d'emploi, au Japon prévaut un principe général de partage des fruits de la croissance, y compris dans les secteurs non exposés à la concurrence internationale. A ce propos, Jean-Marie Bouissou montre que ce n'est pas le reflet d'un principe d'harmonie hérité du confucianisme qui imprégnerait la société nipponne, mais la conséquence de compromis noués successivement dans les années 1950, puis après le premier choc pétrolier... à l'issue de conflits du travail souvent violents. Compromis que vient consolider le maintien d'un quasi-plein-emploi jusqu'au début des années 1990. Ces faits sont bien connus des spécialistes, ils le sont beaucoup moins du grand public et des vulgarisateurs de talent qui propagent avec succès une vision réductrice de l'archipel nippon. Ainsi, ce qu'ils attribuent à la culture, à savoir le goût pour le travail, le sens de l'épargne ou la recherche de la sécurité, dérive en fait de luttes sociales, de compromis politiques et de constructions institutionnelles.

Ainsi peut-on expliquer un paradoxe flagrant qui constitue le fil directeur de l'ouvrage : au Japon, les inégalités demeurent limitées alors même que l'Etat n'assure aucun rôle redistributif du type de celui que l'on observe dans les économies scandinaves. Jean-Marie Bouissou peut ainsi annoncer l'idée d'une social-démocratie qui emprunte les voies d'une protection sociale indirecte à travers l'imposition de règles du jeu et de partage au sein du système productif et des entreprises. Peut-être le lecteur français songera-t-il à un rapprochement avec les analyses de certains dirigeants du Parti socialiste, lorsqu'ils proposent de compléter un système élaboré de redistribution par une social-démocratie de la production [Strauss-Kahn, 2002]. Rapprochement ironique, s'il en est ! Alors que, dans les années 1980, les observateurs du toyotisme n'en voyaient que les aspects productifs, Jean-Marie Bouissou invite, aujourd'hui, à prendre en compte les aspects redistributifs de ce modèle.

Mais c'est sans doute à propos de la caractérisation de l'Etat japonais que l'auteur se montre le plus acerbe, aigu et original. Cet Etat est-il encore développementiste ? Il l'a certes été, mais le METI, qui a succédé au MITI, est loin d'avoir le même rôle que son homologue dans les années 1960 et 1970. L'élite qui gouverne l'administration économique a-t-elle une capacité de prévision et d'anticipation exceptionnelle ? Il suffit de passer en revue la politique suivie lors de l'émergence de la bulle puis de son éclatement pour

convaincre le lecteur du contraire. S'agit-il d'un Etat faible, sous prétexte que le taux des prélèvements publics est modéré, plus proche des Etats-Unis que de l'Europe, ou au contraire d'un Etat fort, grâce au guidage administratif et à sa capacité d'influence sur les acteurs privés ? Ni l'un ni l'autre, répond l'auteur, qui avance au contraire le concept d'« Etat mosaïque » : les départements ministériels tendent à s'organiser à travers la constitution de réseaux afin de mieux défendre les intérêts économiques, sociaux et politiques sectoriels, au point de donner l'image d'un « Etat toile d'araignée ».

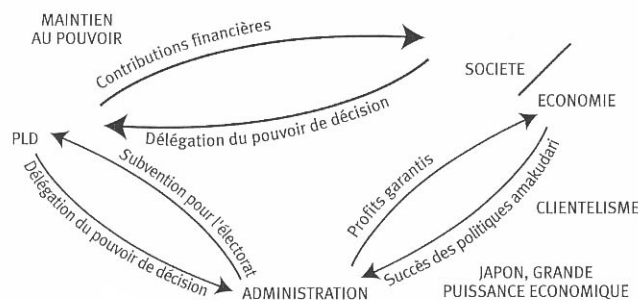
Ainsi, chaque ministère gère ses fiefs et sa clientèle, ce qui explique la multiplication des conflits aux frontières, facteur d'échec pour des programmes novateurs qui supposeraient une coordination entre ces ministères. C'est le cas du programme Tron, qui visait à développer l'intelligence artificielle. De plus, cet Etat mosaïque se caractérise par la faiblesse du pouvoir politique dans l'arbitrage des conflits. L'administration économique centrale serait ainsi l'expression de ces groupes d'intérêt, plus qu'elle n'en assurerait le contrôle et le guidage. L'histoire des quatre dernières décennies montre un glissement progressif du centre d'impulsion de la sphère publique vers la sphère privée. Quant à l'idée d'un Etat en charge de défendre l'intérêt général, l'incapacité du ministère des Finances à surmonter la crise bancaire montre que la politique a plus visé à consolider la position des banques qu'elle n'a permis de restaurer la confiance du public japonais en la stabilité monétaire et financière du pays.

Une approche synthétique et systémique du « modèle japonais »

Balkanisation de l'administration économique et impuissance du politique à lui imposer une stratégie d'ensemble, voilà deux des traits majeurs du « modèle japonais ». En effet, l'essentiel du propos de Jean-Marie Bouissou est de dépasser les explications monocausales et de construire un système d'interprétation à partir de la mise en relation de quatre sphères. Au sein de l'Etat, administration et système politique sont en lutte pour se partager le pouvoir, mais n'ont pas les mêmes objectifs. Chacun d'entre eux entretient des relations avec la sphère économique, soit au titre du guidage administratif, soit en matière de financement du PLD. De même, le système politique est en relation avec la société à travers une organisation spécifique des élections et de la structure interne du parti au pouvoir. Pour sa part, l'administration gère surtout les relations avec l'économie, au titre du marché du développement, dont le succès et la performance alimentent la possibilité d'un marché de la stabilité et un système de protection sociale indirecte généralisée (PSIG), élément essentiel de la stabilité de la société. L'économiste libéral aura tendance à interpréter en termes de

rigidité et d'inefficacité un tel système. C'est oublier qu'il permet une intégration des salariés, qui peuvent ainsi accepter une plus grande intensité du travail et livrer de forts taux de productivité ; par ailleurs, les contraintes du PSIG sont loin d'interdire l'adaptation au changement technique et au besoin d'adaptation aux fluctuations conjoncturelles et à l'incertitude. D'où un schéma sophistiqué (introduction, p. 25) prenant en compte une grande variété d'interactions, que l'on peut résumer sous la forme de la figure 1.

Figure 1. Le modèle japonais : un réseau d'échanges croisés



Cette présentation n'est pas sans poser un redoutable problème théorique : comment un système aussi complexe, loin de bloquer *a priori* le développement, l'a-t-il d'abord favorisé pour ensuite l'entraver ? En effet, l'Etat mosaïque associé à une partitocratie (c'est-à-dire la définition de la politique par les compromis noués entre clans d'un parti unique) n'est pas sans rappeler les structures économiques et politiques du Mezzogiorno italien, qui n'a jamais pu s'extraire du sous-développement, à l'opposé de ce que l'on observe au Japon.

Pour éclairer la question, l'auteur explicite six composantes essentielles de la configuration japonaise et s'attache à montrer qu'elles sont largement complémentaires. D'abord la politique économique a pour but d'accroître la puissance de l'Etat et de préserver la cohésion sociale plus que de créer des richesses, rôle qui est dévolu aux grandes entreprises. En second lieu, la société est traditionnellement un pôle dominé par rapport au «triangle d'airain » que forment administration, grand patronat et gouvernement conservateur, pour reprendre les termes mêmes de l'auteur. La troisième condition est sans doute la plus essentielle : un compromis social original a permis une répartition, moins inégalitaire que dans le capitalisme anglo-saxon, des bénéfices de la croissance. A travers la PSIG, l'Etat s'est déchargé sur les entreprises, grandes comme petites, de la fonction de protection sociale qu'elles doivent assumer conjointement avec leur rôle dans la production. Voilà pourquoi les dépenses explicites de redistribution sont si faibles au Japon, alors même

que les inégalités demeurent dans d'étroites limites. Les surcoûts correspondants ne posent pas problème dans une économie relativement peu ouverte à la concurrence internationale. Une quatrième condition concerne la remarquable stabilité du régime politique institué par le « système de 1955 », qui voit la fondation du PLD puis son hégémonie, en l'absence d'alternance comme mécanisme régulateur de la concurrence politique. Pour sa part, l'Etat mosaïque, dont on a déjà décrit les caractéristiques, maintient un équilibre au sein des divers secteurs de l'activité économique et des groupes sociaux (salariés, petits commerçants, agriculteurs...). Enfin, une sixième et dernière condition met en exergue les mentalités collectives, qui attachent le plus grand prix à la sécurité, au point de définir un système de protection psychologique indirecte généralisée, le système PPIG. Par fidélité avec la problématique centrale de l'auteur, on pourrait penser que ces dispositions psychologiques sont en fait les conséquences d'une histoire sociale et politique tout à fait particulière et ne sont que le reflet de l'architecture institutionnelle précédemment décrite.

L'auteur fournit ainsi une vision englobante de nombre de travaux sur l'économie et la société japonaises, et ce n'est pas un mince mérite. Second intérêt de cette problématique : elle permet de rendre compte d'un très grand nombre d'événements et phénomènes qui apparaissent comme des anomalies dans la plupart des autres interprétations. C'est souligner que les trois thèmes de l'ouvrage s'entrelacent et se renforcent l'un l'autre. Enfin, cette configuration politique et institutionnelle est suffisamment riche pour pouvoir rendre compte tant de l'essor que de l'impasse dudit « modèle japonais ». En effet, pour que le système du PSIG puisse fonctionner tout en stimulant la croissance, il importe, avance Jean-Marie Bouissou, que soient satisfaites quatre conditions. En premier lieu, il est nécessaire que le contribuable et le consommateur acceptent les surcoûts correspondants sans broncher. En second lieu, il faut que les acteurs domestiques puissent contrôler et limiter la concurrence, ce qui suppose une économie fermée ou, à défaut, dont les relations avec l'extérieur sont étroitement filtrées par les pouvoirs publics. Il importe de plus que les ministères économiques disposent de suffisamment de légitimité et d'instruments pour éviter une concurrence excessive, considérée comme un mal absolu. Enfin, quatrième condition, il importe que le plein-emploi et une forte croissance livrent les incitations et les ressources qui soutiennent l'ensemble du système.

Or, ces conditions vont être progressivement érodées. Les consommateurs, profitant de l'ouverture internationale, vont se révolter contre le coût de la vie trop élevé. En effet, la concurrence étrangère introduit des acteurs qui n'ont pas les mêmes stratégies et sont beaucoup plus rétifs à l'égard du guidage administratif. Ainsi, le groupe financier américain Ripplewood, qui reprend la banque de crédit à long terme LTCB, ne répond plus aux injonctions du ministère

des Finances dans ses tentatives de sauvetage du groupe de distribution Sogô. La conséquence de la déréglementation, même prudente, donc à terme du dérèglement du système, n'est autre que la montée du chômage et l'incertitude généralisée quant aux perspectives de croissance, ce dont témoigne la décennie perdue des années 1990.

Une problématique prometteuse mais inachevée

Il faut savoir gré à l'auteur d'avoir livré cette clé de lecture et de rendre ainsi intelligibles des caractéristiques réputées paradoxales et des événements de prime abord surprenants. Pourtant, la problématique est loin d'être achevée, et la lecture de cet ouvrage, complexe et parfois répétitif, fait surgir un certain nombre d'interrogations.

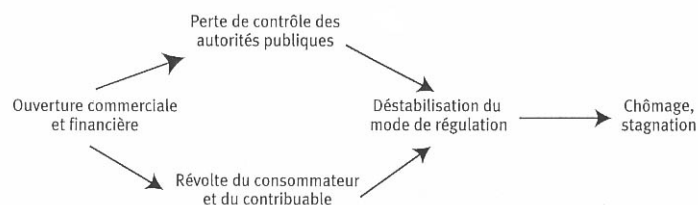
Quelles sont, d'un point de vue logique, les composantes du « modèle japonais » qui sont nécessaires et suffisantes à sa viabilité ? Répondre à cette question suppose que l'on dépasse la description pour viser l'équivalent d'une formalisation. A cet égard, l'approche systémique est commode, mais elle atténue la mise en évidence des causalités qui sont à l'oeuvre.

D'un strict point de vue théorique, face à la richesse des relations stratégiques que peuvent *a priori* nouer l'administration, les politiques, les entrepreneurs et les citoyens, ou plus exactement les électeurs, l'émergence d'un équilibre harmonieux entre ces quatre grands groupes devrait être l'exception. En effet, et la chronologie même de Jean-Marie Bouissou le montre, au cours du temps se succèdent des rapports de type hiérarchique entre les quatre sphères. Dans l'entre-deux-guerres, c'est le système politique impérial qui domine l'administration, laquelle joue elle-même un rôle déterminant dans la stratégie des entreprises. Après la Seconde Guerre mondiale, du fait des mesures prises par les autorités américaines, c'est plutôt une alliance entre l'administration économique et une nouvelle génération d'entrepreneurs qui permet l'émergence d'un « capitalisme d'ingénieur », selon les termes de l'auteur. Le modèle japonais pourrait alors s'interpréter en termes de complémentarité institutionnelle... bien qu'il soit, aujourd'hui encore, difficile de faire le partage entre ce qui est héritage d'un long processus d'évolution historique et ce qui est nécessaire à la cohérence d'un modèle de croissance [Aoki, 2001].

Deuxième limite, Jean-Marie Bouissou additionne et juxtapose les sources de déstabilisation du modèle, ou tout au moins de la détérioration de ses performances économiques, alors que, d'un point de vue logique, c'est le processus d'ouverture qui, bien que contrôlé et prudent, va faire basculer la stratégie de certains acteurs clés. Or cette ouverture

résulte du succès même qu'enregistre le Japon en matière de commerce extérieur. Pour atténuer les frictions avec les Etats-Unis et, à un moindre degré, l'Europe, les autorités japonaises sont contraintes d'ouvrir progressivement des pans entiers de l'économie japonaise. Mais comme les excédents extérieurs persistent, les banques et les institutions financières japonaises sont contraintes de devenir des acteurs dans le grand jeu de la globalisation financière. On le sait, tel est le type d'enchaînements de la période de croissance à celle de stagnation que privilégient les recherches régulationnistes [Boyer et Yamada, 2000]. Parmi les quatre facteurs de déstabilisation avancés par Jean-Marie Bouissou, on serait ainsi tenté d'avancer l'hypothèse de la chaîne causale ci-après (figure 2).

Figure 2. Hiérarchie des causes de déstabilisation du « modèle japonais »

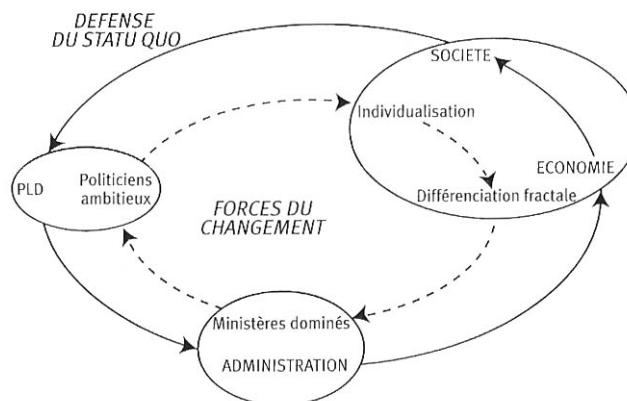


Mais il faut alors expliquer pourquoi les acteurs ont accepté une ouverture qui *ex post* s'avère défavorable à la permanence du modèle de développement nippon, donc à leur propre intérêt. Jean-Marie Bouissou suggère qu'en fait, au sein de chacune de ces sphères, les acteurs pouvaient avoir des intérêts opposés concernant l'ouverture internationale. En effet, l'acceptation des pressions extérieures, grand classique de l'histoire japonaise depuis l'ère des Meiji, a toujours supposé que certains groupes y avaient intérêt et semblaient ainsi s'allier avec l'étranger... pour mieux établir ou préserver leur hégémonie. De fait, les pressions américaines trouvent un relais au sein des administrations économiques relativement dominées qu'étaient à l'époque le département de planification et le MITI. Au sein de la sphère politique, en l'occurrence au sein du PLD, de jeunes politiciens ambitieux, bloqués par l'avance à l'ancienneté dans la carrière ministérielle, décident d'assumer le rôle de réformateurs et de promoteurs de réformes dites structurelles. Ce faisant, ils s'appuient sur les couches sociales urbaines qui supportent les coûts de la PSIG et gagneraient à une plus grande concurrence et à un moindre soutien des activités de la construction et de l'agriculture, qui constituent la véritable couverture sociale des zones rurales au Japon. On observe donc de fait une fragmentation de la société japonaise. Enfin, au sein de la sphère économique elle-même, on observe une différenciation quasi fractale des stratégies et des performances : certaines firmes ont absolument besoin de

l'ouverture internationale, d'autres en souffrent plutôt [Lechevalier, 2003]. Ainsi cette différenciation entre et au sein de chacune des sphères, associée à une montée de l'individualisme parmi les jeunes générations, serait le facteur explicatif déterminant de l'ouverture internationale et des conflits politiques qu'elle suscite.

La tâche est alors d'expliquer la longue stagnation et les incertitudes qui se prolongent tout au long des années 1990. Il est dommage que l'auteur ne développe pas plus une hypothèse implicite à son travail. Les groupes sociaux qui défendent le *statu quo* sont encore suffisamment forts pour bloquer la stratégie des réformateurs et, symétriquement, ces derniers n'ont pas le pouvoir de négociation qui leur permettrait de bousculer le bloc hégémonique antérieurement constitué (figure 3). En quelque sorte, on retrouverait l'un des messages clés d'une analyse régulationniste des crises qui durent : le vieux ne veut pas mourir et le neuf a du mal à émerger.

Figure 3. La décennie perdue : la lutte entre intérêts contradictoires au sein de chaque sphère



La rétrospective est aisée, mais la prospective difficile !

A la lumière de cette interprétation, l'issue à la crise japonaise demeure incertaine. Faut-il penser que la coalition des réformateurs dans les diverses sphères va se consolider au cours du temps et finalement faire basculer la configuration institutionnelle ? C'est ce que l'on pourrait conclure si l'on considérait que la montée de l'individualisme est un phénomène universel et irréversible qui ne manquera pas d'affecter le Japon, indépendamment même de la configuration sociopolitique domestique. Si l'on prend au sérieux la formation des coalitions politiques et des avantages certains en termes de sécurité que procurent les modèles PSIG et PPIG, rien n'est moins sûr.

Mais de nombreux autres facteurs explicatifs peuvent être conviés pour éclairer la prospective du Japon. Selon une explication tout à fait classique, est-ce que les institutions, qui ont permis un remarquable rattrapage du niveau de vie, sont encore adaptées pour une économie qui se trouve à la frontière technologique et insérée dans le grand vent des relations internationales contemporaines ? Ne faut-il pas convier les phénomènes démographiques, non pas tellement pour invoquer le sempiternel vieillissement nippon, mais pour insister sur le retrait de la génération des entrepreneurs, des ingénieurs et des hommes politiques qui reconstruisirent le Japon après 1945, ainsi que sur l'émergence d'aspirations bien différentes des générations montantes, chez les jeunes et les femmes par exemple ? Ou encore, la qualité du mode de régulation nippon a été telle que, grâce au PSIG la crise financière et économique a été adoucie au point de bloquer la recherche de solutions radicales à une crise systémique. Ce qui aurait été le cas si la crise avait été aussi brutale que celle observée aux Etats-Unis de 1929 à 1932. C'est l'image de la grenouille qui rebondit plongée dans une eau bouillante mais qui s'endort dans une eau progressivement réchauffée !

L'ouvrage de Jean-Marie Bouissou s'achève par une très riche prospective des scénarios ouverts au Japon. Mais il est frappant, à ce propos, de constater que la problématique s'affranchit assez notablement du cadre analytique qui a été proposé pour rendre compte de l'histoire japonaise depuis la Seconde Guerre mondiale. Le noyau dur de l'analyse consiste à reconnaître l'importance du délabrement du système bancaire, conclusion que partage une recherche inspirée par la théorie de la régulation [Bertoldi, 2002] mais que négligent trop souvent les spécialistes anglo-saxons [Krugman, 1999]. Jean-Marie Bouissou anticipe la prolongation d'un des équilibres sociopolitiques. Mais est-il alors cohérent de supposer qu'il sera aisé de réformer ces composantes essentielles du PSIG que sont la construction et le BTP ? Certes, dans le passé, les stratégies de big-bang, c'est-à-dire d'une thérapie de choc, ont rencontré de nombreux obstacles, mais faut-il totalement exclure une brutale crise économique qui en ferait apparaître la nécessité ? Ne serait-il pas plus judicieux de rechercher dès à présent une recomposition des formes institutionnelles sans compter sur l'effet de choc que ne manquerait pas de provoquer un effondrement financier [Boyer, 2004] ? Certes, Jean-Marie Bouissou souligne que le groupe des réformateurs se trouve aux marges du système (gouverneurs imaginatifs, intelligentsia, nouveaux entrepreneurs frottés aux réalités internationales, syndicats), ce qui affecte une faible probabilité au succès d'une telle stratégie. Au passage, l'auteur semble regretter que le yen ne constitue pas une monnaie de réserve et donc que la dette ne soit pas détenue par des étrangers, ce qui permettrait de recourir à la dévaluation pour en atténuer la charge. Prise de position surprenante puisque c'est

au contraire le fait que la dette n'est portée que par les agents domestiques qui rend tolérable la dérive des finances publiques afin de préserver un minimum de stabilité sociale.

L'auteur construit d'abord des scénarios sectoriels portant sur chacune des sphères de l'économie, de la politique, de la société et de la géopolitique, facteur qui revêt toute son importance compte tenu de la place fort particulière du Japon en Asie et de la montée en puissance de la Chine. Ainsi, dans le domaine économique, oppose-t-il un grand rebond nippon au charme d'une trajectoire qui ferait ressembler le Japon à une Suisse de l'Asie, ou encore à une érosion rapide des avantages concurrentiels du Japon sous l'effet par exemple de la montée de la Chine. Les scénarios portant sur la sphère politique sont assez pessimistes, puisque la prolongation du maintien des équilibres sociopolitiques du passé est hautement probable. La prospective de la société civile est encore plus difficile, car il n'est pas évident que l'on dispose pour le Japon des travaux d'une sociologie réflexive qui s'attacherait à cerner les tendances multiformes et souvent contradictoires apparues au cours des deux dernières décennies. Enfin, le basculement des relations internationales (évolution de l'hégémonie américaine, essor de la Chine comme puissance asiatique et mondiale...) ne manquerait pas d'affecter les trajectoires internes.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que les trois scénarios globaux, en vertu desquels le Japon pourrait devenir la Grande-Bretagne de l'Asie, ou réhabiliter le rêve d'Ishihara, ou encore développer sa petite musique, ne font qu'esquisser quelques sentiers d'avenir. On ne saurait en blâmer l'auteur. C'est plutôt une double invitation. Pour Jean-Marie Bouissou, à poursuivre ses analyses, peut-être en accordant une plus grande place aux relations entre réformes financières et redressement économique du Japon. Pour tous les chercheurs en sciences sociales, à une grande modestie dans l'analyse d'une période aussi incertaine et un redoublement d'efforts et d'imagination dans la production de cadres théoriques pertinents.

Bibliographie

Aoki Masahiko (2001), *Toward a Comparative Institutional Analysis*, Cambridge MA, the MIT Press.

Bertoldi Moreno (2002), «Chronique d'une décennie de politique économique : l'exemplarité du Japon», *L'Année de la régulation 2002-2003*, vol. 6, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 291-328.

Boyer Robert (2004), « La crise Japonaise : structurelle, financière... politique ? », in Jun Nishikawa et Durville-Feer Evelyne (dir.), *La Finance et la monnaie à l'âge de la mondialisation : examen comparatif de l'Europe et de l'Asie*, Paris, L'Harmattan, à paraître.

Boyer Robert et Freyssenet Michel (2000), *Les Modèles productifs*, Paris, coll. Repères, La Découverte.

Boyer Robert et Juillard Michel (1999) «Y a-t-il convergence dans le mode d'ajustement des marchés du travail dans les différents pays ? », in Bouët Antoine et Le Cacheux Jacques (eds), *Globalisation et politiques économiques : les marges de manoeuvre*, Paris, Economica, p.173-191.

Boyer Robert et Yamada Toshio (eds) (2000), *Japanese Capitalism in Crisis*, London, Routledge.

Coriat Benjamin (1891), *Penser à l'envers. Travail et organisation dans la firme japonaise*, Paris, Christian Bourgois.

Krugman Paul (1999), «Thinking about liquidity trap», web.mit.edu/krugman/www/

Lechevalier Sébastien (2003), *La Resegmentation du marché du travail japonais depuis le début des années 1990. Inégalités de sécurité de l'emploi, hétérogénéité des firmes et facteurs financiers*, thèse EHESS, décembre.

Strauss-Kahn Dominique (2002), *La Flamme et la Cendre*, Paris, Grasset.

Womack James P., Jones Daniel T. et Roos Daniel (1990), *The Machine that Changed the World*, New York, Harper Perennial.